



LES MAIRES RURAUX PORTENT LA CULTURE AU CŒUR DU VILLAGE

Pour son ultime assemblée générale du mandat municipal 2014-2020, l'Association des maires ruraux de France (AMRF), réunie les 5-6-7 avril à Najac (Aveyron), avait choisi « la culture au cœur du village » comme thème de ses rencontres. Un pas de côté par rapport aux thématiques habituelles qui a permis de souligner la place singulière et essentielle de la culture dans les territoires ruraux et de revendiquer haut et fort un nécessaire changement de regard sur la ruralité.

Si le ministre de la Culture, Franck Riester, voulait la preuve qu'il avait juste en affirmant que « les politiques culturelles se font partout en France, dans tous nos territoires », l'ensemble des élus et des acteurs réunis à Najac lui en aurait donné la plus belle démonstration. Pendant toute une journée, les 200 personnes réunies sous le thème « la culture au cœur du village » ont pu partager leurs expériences et se rendre compte de la multitude des modes d'action que revêtent les initiatives culturelles en milieu rural.

**UNE POLITIQUE CULTURELLE
A CECI DE PARTICULIER
QU'ELLE NÉCESSITE UNE
VISION PARTAGÉE**

Éloge du partage et de la diversité

Sans égrener les différents exemples présentés, les maires ruraux ont pu constater, parfois avec étonnement, que leurs collègues menaient aussi dans leur commune des actions culturelles, solides et structurées, dont on parle rarement. La richesse de cette journée se situe d'abord ici : en donnant la preuve collectivement de leur dynamisme en matière culturelle, les maires ruraux sont repartis avec la confirmation que la culture est présente dans les territoires ruraux, et que l'offre culturelle n'y est pas seulement saisonnière pour les vacanciers. Mieux, tous ont été convaincus du rôle particulier du maire ou de son équipe de conseillers municipaux, car comme l'a rappelé Laurent Roturier, le directeur des affaires culturelles de la région Occitanie, « sans l'élu de proximité, rien ne peut se faire, c'est

lui qui est contact avec la population pour faire que le partage entre les habitants et les acteurs artistiques, clé de la réussite d'un projet culturel, soit réussi ». Cependant, à la différence du développement économique pour lequel il est relativement facile pour le maire de s'affirmer en leader, tous ont reconnu qu'une politique culturelle a ceci de particulier qu'elle nécessite une vision partagée, afin d'initier un mouvement auquel soient associées les forces vives du territoire et des acteurs extérieurs. Soulignant le fait que la compétence partagée en matière culturelle était la garantie de son déploiement à diverses échelles, tous sont repartis convaincus qu'il n'y avait pas une méthode donnée pour faire une politique culturelle, mais que la diversité de leurs modes d'actions était finalement une force pour revendiquer la reconnaissance du rôle important de la culture en milieu

VALORISÉ PAR UNE ACTION CULTURELLE, LE PATRIMOINE EST VIVANT

rural. Ce changement de regard sur la ruralité, trop souvent perçue comme un désert culturel par des institutions qui peinent à reconnaître et identifier les actions culturelles en milieu rural, partagé par les différents acteurs institutionnels présents (DRAC, Région, Département, etc.) doit maintenant être valorisé et outillé pour que la ruralité cesse d'être absente des diagnostics culturels édités par l'État.

Inventorier la culture pour changer de regard sur la ruralité

C'est le mot d'ordre de la motion de l'AMRF relative à la culture adoptée à Najac qui souhaite que les actions culturelles des communes et des associations soient davantage connues, reconnues et soutenues pour leur rôle dans le vivre ensemble et la contribution aux modes de vie des villages. Pour identifier les actions culturelles dans la ruralité, l'AMRF propose un travail d'inventaire et de référencement inédit de toutes les formes culturelles présentes en milieu rural, communales ou associatives, ceci tout au long de l'année. En partenariat avec la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), l'AMRF souhaite interpeler les acteurs opérationnels pour travailler à des formes de mutualisation de l'information permettant *in fine* de donner une image plus positive de la ruralité, sur la base bien réelle de son dynamisme culturel.

Dépasser les discours du type : « ce n'est pas pour moi »

Cette valorisation doit aussi permettre de redonner confiance aux maires qui douteraient de la pertinence de leur investissement dans la culture. Un

tel répertoire, en plus de donner des arguments chiffrés sur l'économie indirecte générée par la culture que l'on est aujourd'hui incapable de mesurer, permettrait d'outiller les élus moteurs dans leur argumentaire et de convaincre les plus dubitatifs en expliquant par exemple que le coût d'un projet culturel est nettement moins cher que ce que l'on pense et qu'il s'inscrit en complémentarité avec d'autres actions.

Transversalité et complémentarité de la culture

L'expérience de la commune d'Arvieu, un village aveyronnais de 785 habitants, où un groupe de jeunes a créé une association dans le but de ramener des services au niveau local grâce au déploiement d'une Zone d'Activités Numérique Intercommunale (télétravail, coworking, salle de conférence, MSAP, etc.) montre que la culture fait partie d'un tout. Aujourd'hui en effet, ce projet a permis de redynamiser la commune, par la création d'emplois et de commerces, la présence de nombreuses associations culturelles (théâtre, musique, cinéma), favorisant l'installation de nouveaux habitants. De la même manière, le patrimoine, dont Guy Sallavaud de la Fondation du patrimoine a témoigné de la richesse en milieu rural, s'il est parfois perçu comme une charge, est aussi une chance car c'est le support d'une Histoire mais aussi de transmission de l'Histoire. Valorisé par une action culturelle, le patrimoine est ainsi vivant, il fait participer une économie locale et notamment des artisans locaux, il permet un devoir de mémoire, devient un outil de convivialité et de vivre ensemble, et il donne un appui au développement touristique. Une vision partagée par Patrice Gintrand, Architecte des Bâtiments de France Aveyron, qui à rebours de la position parfois jugée rigide de la part des ABF, s'est plu à rappeler cette phrase de Le Corbusier qui disait qu'« *entre l'architecture et la vie, c'est la vie qui a toujours raison* ».

« Vivre ensemble ça commence par faire ensemble »

De l'aveu même de Laurent Roturier (DRAC) « *c'est parfois en milieu rural qui se passe le plus de choses, car de manière paradoxale l'absence d'institution culturelle fait qu'on y est obligé de faire ensemble* ». Tous les présents ont en effet témoigné du fait que beaucoup d'idées et de volontés émergent du milieu rural, par le biais de bénévoles et d'associations, afin de faire vivre les communes. L'exemple de l'association « Territoires et Cinéma » qui œuvre au déploiement de solutions pour la diffusion cinématographique a montré que le dialogue, les échanges, la convivialité, le lien social et la participation sont les maîtres mots des séances organisées en milieu rural. De la même manière, Fred Sancère, directeur du projet artistique et culturel de territoire « Derrière le hublot » développé dans le Capdenacois (au nord-ouest de l'Aveyron) a expliqué comment il travaille avec les habitants : « *lorsque l'on va dans un village on se retrouve au cœur du monde en faisant de cet endroit le centre des préoccupations grâce à un travail de participation. Ce qui compte, c'est ce que l'on fait avec les gens, bien plus que l'œuvre elle-même* ». Un engagement qui a trouvé un écho tout particulier auprès des maires ruraux présents, sensibles à la question de l'engagement citoyen. Ce dernier a fait l'objet d'une motion le lendemain lors de l'Assemblée générale et qui sera au programme du prochain congrès de l'AMRF en septembre. ■

BEAUCOUP D'IDÉES ET
DE VOLONTÉS ÉMERGENT
DU MILIEU RURAL AFIN
DE FAIRE VIVRE LES
COMMUNES

Ils et elles ont dit



« Nous avons vu aujourd'hui que de multiples initiatives culturelles impactent les communes de la plus petite à la plus grande grâce à des interventions de très grande qualité » ; « Transmettre la beauté, l'émotion et faire passer des messages est une affaire des connaissances, c'est pourquoi la présence des écoles est indispensable » ; « Il n'y a pas de politique culturelle sans vision, et la première chose à faire est de savoir la partager pour construire collectivement des projets culturels pour tout le monde » ; « Il est nécessaire d'avoir une continuité des politiques publiques en matière culturelle »

Marie-Jeanne Beguet, Vice-présidente de l'Association des maires ruraux de France

« On sait maintenant, il est reconnu, que la métropolisation est aujourd'hui un concept dépassé. »



Catherine Sarlandie de La Robertie, Préfète de l'Aveyron

« Je vous demande chers parlementaires de rejeter l'article 6 quater du projet de loi sur l'École de la confiance et de l'envoyer au diable » ; « La culture en Aveyron c'est aussi un patrimoine gastronomique remarquable qui favorise le consensus autour d'une bonne table. »

Pierre Pantanella, Président de l'Association des maires ruraux de l'Aveyron



« Cette ruralité a un avenir en se faisant respecter » ; « Il faut un nouvel acte de décentralisation qui prenne en compte les espaces ruraux » ; « La culture permet toujours de tendre les mains à l'autre » ; « Notre pays doit investir pour renforcer les liens entre les citoyens et ainsi participer à lutter contre les déclassements »

Carole Delga, Présidente du Conseil régional d'Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

« Les communes et les départements ont un défi commun à relever pour amener la culture partout dans les territoires » ; « La culture participe à l'attractivité des territoires ruraux » ; « La ruralité c'est là où tout le monde se connaît et donc c'est là où tout est possible ! »

Jean-François Galliard, Président du Conseil départemental de l'Aveyron



« Nous avons délibérément voulu sortir des thématiques habituelles, afin d'ouvrir la fenêtre et regarder un peu plus loin. La dimension de la culture c'est quelque chose qui nous porte dans les villages et il faut

que la culture se vive et se partage jusqu'au plus près des territoires. Le fait de terminer ce mandat, non pas par des sujets politiques, mais de choisir la culture a une portée de sens symbolique forte. »

Vanik Berberian, Président de l'Association des maires ruraux de France



« Les droits culturels c'est aussi celui des maires ruraux de pouvoir mener des actions dans le domaine culturel » ; « La culture ça se pratique depuis longtemps en milieu rural, mais on a un problème de reconnaissance de ces actions, car le ministère a des outils inadaptés pour voir ce qui se fait dans les territoires ruraux »

Florian Salazar-Martin, Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture

Assemblée Générale

Les Maires ruraux de France réunis en Assemblée générale à Najac le dimanche 7 avril 2019 proposent un sursaut républicain pour sortir la société française de ses difficultés et les Français de situations dramatiques, parfois renforcées par le fait d'habiter la campagne, que ce soit pour l'emploi, l'école, la santé, le numérique et la mobilité.

Après avoir averti en septembre 2018 du risque d'insurrection, et face aux événements en cours, ils témoignent d'un fort mécontentement et d'une colère de plus en plus perceptible face à l'absence de réponses à des enjeux de la vie quotidienne de la part du Parlement et du pouvoir exécutif. La négation de la ruralité doit trouver un terme dans les annonces à l'issue du Grand Débat. Aussi,

ils proposent un autre chemin, optimiste et positif en s'appuyant sur la lecture renouvelée de plus en plus d'acteurs sur le rôle de la commune, des élus et de la ruralité. Le regard sur la ruralité change. C'est ce qui ressort une nouvelle fois des travaux menés durant trois jours à Najac auxquels se rattachent une série de motions thématiques :

MOTIONS ADOPTÉES AU COURS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AMRF

1 Une motion sur l'école rurale dont le point fondamental concerne l'article 6 quater du projet de loi sur l'école de la confiance dont les maires ruraux de France exigent le retrait. Ils demandent aux parlementaires – en particulier aux sénateurs qui vont étudier le texte dans les prochaines semaines – de supprimer l'article 6 quater dans le projet de loi. Ils réaffirment l'urgence de revoir la fonction même des Conseils départementaux de l'Éducation nationale (CDEN) afin d'en faire une véritable instance de dialogue et d'aménagement scolaire du territoire.

2 Une motion en faveur de l'élaboration et la mise en œuvre d'un agenda rural pour une prise en compte des besoins spécifiques des zones rurales dans l'objectif de mener une politique de cohésion des territoires qui rompe avec une pratique inefficace de priorisation du développement en faveur des métropoles. La crise que connaît notre pays appelle à un bouleversement de l'action publique et privée en vue de redonner aux habitants de nos communes confiance en l'avenir. Face au refus de l'État d'instaurer une Loi ruralité proposée par l'AMRF, les maires ruraux souhaitent mettre à profit du pays leurs connaissances du territoire et des rai-

sons de la crise sociale actuelle, afin que des politiques publiques à destination des territoires ruraux soient fixées à court, moyen et long termes.

3 Une motion pour la culture, clé de voûte du vivre-ensemble, pour rappeler la place singulière et essentielle de la culture en milieu rural. À ce titre, les maires ruraux appellent à un travail d'inventaire et de référencement inédit pour révéler l'importance et la diversité des formes culturelles, qui valorisent, avec les associations, la dynamique de notre identité, issue des villages de France ; ceci tout au long de l'année, et pas seulement durant la période estivale. En partenariat avec les acteurs opérationnels sur le sujet, ils proposent que soit créé un répertoire national mobilisant tous les acteurs et les communes afin de favoriser la reconnaissance du monde rural dans ce domaine.

4 Une motion pour une politique de soins face aux préoccupations des maires ruraux quant au contenu du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé et sur ses conséquences en termes d'accès aux soins pour les habitants du monde rural. Alors que la couver-

ture médicale s'étiolo et que les habitants ruraux font face à des problèmes d'accès aux services, qu'ils sont de plus en plus nombreux à renoncer à se soigner, aucune référence aux enjeux territoriaux ou à la désertification médicale n'est faite. Face aux conséquences néfastes des décisions en cours, les maires ruraux s'engagent en soutenant le Manifeste national en faveur de la renaissance des maternités supprimées en insistant sur le rôle négatif et le déni des agences régionales de santé et du ministère face à la souffrance des patients, le burn-out des soignants, la disparition des services publics hospitaliers, et finalement la négation des droits constitutionnels d'égalité.

5 Une motion pour une démocratie réenchanted qui invite les citoyens à s'investir pleinement sur leur territoire. La commune est aux mains des citoyens : jeunes et moins jeunes, hommes, femmes, acteurs de la société civile, etc.. Avec eux, l'AMRF clame ainsi haut et fort : faisons campagne ! C'est l'interpellation que lancent les maires ruraux qui réaffirment leur conviction dans la commune et l'engagement citoyen avant le renouvellement des conseils municipaux en 2020.